



Autre baisse marquée à Wall Street

Par [Nick Beams](#)

Mondialisation.ca, 07 mars 2020

[wsj.org](https://www.wsj.com) 6 mars 2020

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Économie](#)

Wall Street a connu une autre session turbulente jeudi avec des indices boursiers en baisse de plus de 3 % après une hausse mercredi, alimentée en grande partie par l'appréciation du marché de la victoire de l'ancien vice-président américain Joe Biden lors des élections primaires du Super mardi démocrate.

La chute du marché s'est accompagnée d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt du marché obligataire. Le rendement des obligations du Trésor américain à 10 ans est tombé à un nouveau plancher de 0,9 %, tandis que le rendement des obligations du Trésor à 30 ans est tombé à 1,55 %, également un record.

Le mouvement des investisseurs vers les obligations, envoyant leurs prix à la hausse et leurs rendements à la baisse, est une indication que les marchés ne font pas qu'attendre une nouvelle réduction des taux d'intérêt par la Réserve fédérale – suite à sa réduction d'urgence des taux de 0,5 point de pourcentage mardi –, mais l'exigent.

Le Dow a terminé en baisse de 970 points jeudi, soit une baisse de 3,6 %, le S&P 500 ayant chuté de 3,4 % et le Nasdaq de 3,1 %. Depuis le début de la semaine, le Dow Jones a connu deux jours de hausse de plus de 1000 points, une baisse de plus de 800 points en une journée et une chute de près de 1000 points jeudi.

La cause immédiate de ces fluctuations est le conflit entre deux perspectives opposées.

D'un côté, il y a la croyance dans certains milieux que la Fed et d'autres banques centrales mettront encore plus d'argent à disposition, assurant ainsi que les élites financières puissent continuer à accumuler l'argent, quel que soit l'impact du coronavirus sur l'économie réelle et la vie de millions de personnes. D'autre part, certains investisseurs craignent que la propagation du virus n'entraîne un ralentissement économique majeur aux États-Unis et dans le monde entier.



Opérateur de marché

sur le parquet de la Bourse de New York. (AP Photo/Richard Drew)

Les fluctuations des marchés boursiers mondiaux ont également attiré l'attention sur les tendances sous-jacentes du système financier qui créent les conditions d'une nouvelle crise de l'ampleur de celle de 2008, voire pire.

Un article important, intitulé «Les germes de la prochaine crise de la dette», rédigé par le journaliste financier de longue date John Plender et publié cette semaine dans le *Financial Time*, résume certains des développements les plus significatifs.

Plender a commencé par noter que le choc que le coronavirus a provoqué sur les marchés «coïncide avec un contexte financier dangereux marqué par une spirale de la dette mondiale».

L'Institut des finances internationales a calculé que le ratio de la dette mondiale par rapport au produit intérieur brut mondial a atteint un niveau record de plus de 332 %, la dette totale s'élevant désormais à 235.000 milliards de dollars.

«L'implication, si le virus continue à se propager, est que toute fragilité du système financier a le potentiel de déclencher une nouvelle crise de la dette», a écrit Plender.

Il a noté que, malgré la baisse des taux d'intérêt, les conditions financières se sont resserrées pour les entreprises emprunteuses plus faibles, car leur accès aux marchés obligataires est devenu plus difficile. En effet, comme le montre la baisse des rendements des obligations du Trésor, les grands investisseurs cherchent un refuge.

C'est significatif, a poursuivi Plender, car l'accumulation de la dette depuis 2008 s'est concentrée dans le secteur des entreprises non bancaires «où la perturbation actuelle des chaînes d'approvisionnement et la réduction de la croissance mondiale impliquent une baisse des bénéfices et une plus grande difficulté à servir la dette», ce qui soulève «l'extraordinaire possibilité d'un resserrement du crédit dans un monde de taux d'intérêt très bas et négatifs».

Plender a attiré l'attention sur les conséquences dangereuses des mesures prises par la Fed et d'autres banques centrales pour mettre encore plus d'argent à la disposition des marchés financiers. Cet «activisme politique comporte un risque à plus long terme d'enraciner la politique monétaire dysfonctionnelle qui a contribué à la crise financière initiale, ainsi que

d'exacerber le dangereux surendettement auquel l'économie mondiale est maintenant confrontée».

Les risques ont continué à s'accumuler depuis la fin des années 1980, lorsque les banques centrales, et surtout la Fed, ont mené une «politique monétaire asymétrique» consistant à soutenir les marchés lorsqu'ils plongent, mais n'ont pas réussi à freiner la formation de bulles, ce qui a conduit les banques à «prendre des risques excessifs».

La politique d'assouplissement quantitatif menée depuis la crise est la continuation de l'approche asymétrique et le filet de sécurité qui en résulte dans le cadre du système bancaire, a commenté Plender, est «sans précédent par son ampleur et sa durée».

La menace qui pèse sur la stabilité du système financier mondial n'est pas la même que la crise de 2008, dont les origines remontent aux marchés des prêts immobiliers et hypothécaires. Aujourd'hui, elle se concentre sur les prêts aux entreprises.

Selon un récent rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques, à la fin du mois de décembre de l'année dernière, le stock mondial d'obligations de sociétés non financières avait atteint un niveau record de 13.500 milliards de dollars, soit le double du niveau de décembre 2008 en termes réels. La hausse a été la plus marquée aux États-Unis, où la Fed a estimé que la dette des entreprises est passée de 3,3 billions de dollars avant la crise financière à 6,5 billions de dollars l'année dernière.

L'augmentation de l'endettement des entreprises s'est accompagnée d'une baisse de sa qualité. On a constaté une augmentation disproportionnée de l'émission d'obligations BBB – la note la plus basse de la catégorie investissement, un cran au-dessus de la catégorie «junk» – qui pourraient être déclassée en cas de ralentissement économique.

Plender a écrit: «Cela entraînerait une forte augmentation des coûts d'emprunt parce que de nombreux investisseurs sont contraints par la réglementation ou par des restrictions qu'ils se sont eux-mêmes imposées d'investir dans des obligations de qualité inférieure».

En d'autres termes, tout déclassement important, qu'il soit le résultat de turbulences sur les marchés financiers ou de tendances à la récession, aurait un effet en cascade, car les principaux investisseurs seraient contraints de vendre sur un marché en baisse.

Comme l'a noté Plender, la détérioration de la qualité de la dette est «particulièrement frappante sur le marché des prêts à effet de levier de 1,3 billion de dollars». Il s'agit de prêts accordés par des syndicats de banques à des entreprises déjà fortement endettées ou dont la notation de crédit est faible, et dont le ratio d'endettement par rapport aux actifs ou aux bénéfices est supérieur aux normes du secteur. L'émission de ces obligations a atteint un niveau record de 788 milliards de dollars en 2017, dont 564 milliards de dollars pour les États-Unis.

Un autre facteur qui ajoute au potentiel de crise est qu'une grande partie de cette dette n'a pas été utilisée pour financer de nouvelles usines et de nouveaux équipements afin d'augmenter la production et les revenus des ventes, mais pour financer des fusions et des acquisitions, ainsi que des rachats d'actions pour stimuler les évaluations boursières: un processus qui offre de très belles récompenses aux dirigeants d'entreprises et aux grandes sociétés financières.

Plender a lancé l'avertissement que l'énorme accumulation de dettes d'entreprises «de

qualité de plus en plus médiocre» était «susceptible d'exacerber la prochaine récession», dans des conditions où la politique monétaire ultra souple avait encouragé la complaisance. Ceci, a-t-il ajouté, «est une condition préalable aux crises financières».

Bien que les dangers soient plus prononcés dans le secteur des entreprises, les banques ne seraient pas à l'abri et ne pourraient pas «échapper aux conséquences d'un effondrement plus large des marchés en cas de perte continue de la confiance des investisseurs ou de hausse des taux d'intérêt par rapport aux niveaux extraordinairement bas d'aujourd'hui. Un tel résultat entraînerait une augmentation des défauts de paiement sur les prêts des banques ainsi qu'une diminution de la valeur des garanties dans le système bancaire».

Et ces dangers persisteraient même si le choc du coronavirus passait - et rien n'indique encore que cela se produise - car les politiques des banques centrales ont poussé les investisseurs à rechercher le rendement «peu importe le risque».

Nick Beams

Article paru en anglais, WSWS, le 6 mars 2020

La source originale de cet article est wsws.org

Copyright © Nick Beams, wsws.org, 2020

Articles Par : Nick Beams

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca